Lien d'information
hebdomadaire
des communistes

N° 422
18 novembre 2010

infohebdo

Sommaire

L'actualité 1
L'édito 1
Pierre Laurent : « Nicolas Sarkozy ne gouverne que pour lui même » 1
« Une fuite en avant dans les choix antisociaux en fait de nouvelle phase » 2
Pour un programme populaire partagé 3
Synthèse du débat du Conseil national sur le projet partagé 3
Forum du programme partagé 6
Communication 6
Communiqués de presse 6
Aide à la communication 6

L'ACTUALITÉ

L'ÉDITO

Affaibli face à la force du mouvement, recroquevillé sur un quarteron de poids lourds de l'UMP, Nicolas Sarkozy s'inscrit dans une continuité : celle de la régression sociale.

Privilégiant l'épreuve de force et la poursuite des cadeaux aux plus riches (projet de suppression de l'ISF), nous assistons à une véritable fuite en avant pour imposer, avec toujours plus d'arrogance, des choix que notre peuple refuse.

Cette fragilité de l'exécutif accélère les grandes manœuvres pré-électorales. Mais des appels vers le centre de Royal ou Cohn-Bendit, en passant par les interrogations sur les intentions profondes de DSK, le grand absent c'est le peuple et ses préoccupations.

Nombreux sont celles et ceux qui voudraient écrire un scénario pour 2012 en cantonnant notre peuple en position de simple spectateur. Ce scénario qu'on voudrait nous imposer doit-être déjoué.

Faire émerger dans notre pays le contenu d'une véritable alternative de gauche, déjouer le piège de la présidentielle, c'est possible si les hommes et les femmes qui sont au cœur des mobilisations, depuis plusieurs mois, s'en mêlent. Pour y contribuer, avec nos partenaires du Front du Gauche, nous engageons localement et nationalement des initiatives.

Des forums nationaux pour l'élaboration d'un programme partagé se tiendront le 2 décembre à Paris sur la question des retraites, le 9 décembre dans les Hauts de Seine sur la 6ième République ou bien encore le 14 janvier à Marseille sur le travail. Une dynamique s'engage pour faire émerger un projet de gauche dans lequel puissent se retrouver celles et ceux qui aspirent à de profondes transformations dans notre pays. Les communistes doivent prendre toute leur place pour contribuer à faire grandir cette dynamique.

Pierre Laurent : « Nicolas Sarkozy ne gouverne que pour lui même »

« Je suis obligé d'écouter et au final je suis de moins en moins influençable ». Voilà la phrase prononcée ce soir qui aurait pu résumer la totalité de son intervention, prestation scandaleuse et méprisante pour le pays.

L'intervention du Président de la République est à nouveau une insupportable fin de non recevoir aux exigences des Français-e-s. La seule mesure concrète annoncée, la suppression de l'ISF, est indécente. Elle représente plus de 3 milliards par an de nouveaux cadeaux fiscaux au prétexte de la création d'un nouvel impôt dont rien de précis n'est dit. Un pédalage dans la semoule en bonne et due forme qui prouve une fois pour toute que le Président est coupé de la réalité du monde.

Jamais le Président de la République n'est sorti aussi affaibli d'une crise sociale. Alors que nous venons de vivre un mouvement d'une ampleur inédite, Nicolas Sarkozy vient d'envoyer un seul message à nos concitoyens : je déci-

derai seul pour la France. Ce mépris affiché et assumé pour le pays sera condamné par un peuple plus déterminé que jamais à faire valoir son intérêt contre celui de la finance.

Je dis ce soir au Président : les Françaises et les Français ne vous croient plus et ne vous laisseront pas faire. Cessez de gouverner contre le peuple !

Pierre Laurent, Secrétaire national du PCF,

Paris, le 16 novembre 2010.

« Une fuite en avant dans les choix antisociaux en fait de nouvelle phase »



Pour le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, le remaniement du gouvernement est la marque d'une radicalisation du «cap droitier et régressif» du pouvoir sarkozyste.

Vous évoquiez une opération « consternante » à l'annonce de la reconduction de François Fillon à Matignon. Une fois connu le détail du gouvernement, maintenez-vous votre appréciation ?

Pierre Laurent. Absolument. Le décalage entre les intentions que marquent la nomination de ce gouvernement et les attentes de changement et les urgences qu'exprime le pays le confirme : en rassemblant tous les leaders de l'UMP, ce gouvernement se radicalise dans la défense d'un cap droitier et régressif. En butte à son isolement croissant dans le pays, Nicolas Sarkozy choisit de répondre en s'enfonçant dans l'épreuve de force avec notre peuple pour poursuivre coûte que coûte sa politique de régression sociale. C'est un choix aux antipodes de la réorientation complète des choix gouvernementaux qu'imposait la situation. On parle d'équipe resserrée, mais il s'agit en fait d'un commando de l'UMP pour infliger au pays un traitement de choc.

La droite voulait ouvrir une « nouvelle phase » politique après la réforme des retraites. Le remaniement en est-il la concrétisation ?

Pierre Laurent. En fait de nouvelle phase, nous sommes face à une fuite en avant dans les choix antisociaux mis en œuvre depuis 2007, car la situation n'est pas du tout celle que Nicolas Sarkozy avait prévue au départ. La « nouvelle phase » dont il rêvait s'est éloignée avec l'ampleur de la contestation sociale. Il misait, pour faire adopter sa réforme des retraites, sur la résignation populaire, pour ensuite aller encore plus loin dans la mise en œuvre de sa politique. Au lieu de cela, le chef de l'État ressort affaibli politiquement du conflit, les choix faits, loin de sortir le pays de la crise, ont aggravé les difficultés économiques et sociales. Dans ces conditions, la nouvelle phase se résume à tenter d'imposer autrement, et peut-être plus brutalement encore, ce qu'il n'est pas parvenu à faire accepter jusque-là.

Ségolène Royal a appelé, hier, à « anticiper les rassemblements de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle » avec les « centristes » écartés du gouvernement. Y a-t-il un espoir dans cette voie ?

Pierre Laurent. Ceux qui penseraient reconstruire l'espoir à gauche en essayant de recycler les recalés du gouvernement engageraient la gauche dans une impasse. Ce qui choque dans la constitution de ce nouveau gouvernement, ce n'est pas le casting mais l'absence totale d'écoute des préoccupations des Français. Plutôt que de rêver à de nouvelles combinaisons politiciennes, la gauche doit n'avoir qu'une seule boussole : construire le projet politique permettant de rompre avec les logiques capitalistes qui nous ont conduits dans la crise. Si la gauche veut recréer l'espoir, c'est à ces objectifs et à ces réformes de rupture qu'elle doit travailler. Le pays a besoin d'une gauche à l'écoute de ses attentes.

Tandis que Nicolas Sarkozy va diriger le G20, Dominique Strauss-Kahn vantait hier sur les ondes la politique du FMI qu'il dirige… Quelle place pour l'alternative dans le duel Sarkozy-DSK auquel certains voudraient résumer la présidentielle ?

Pierre Laurent. Le pays aura un impérieux besoin d'une alternative de gauche en 2012, d'une politique qui renoue avec la priorité aux dépenses sociales et publiques utiles. Cela n'a rien à voir avec les logiques du FMI qui, comme on le voit en Grèce, consistent à faire payer au peuple le prix de la crise financière. Rien n'est encore joué, la possibilité existe de faire émerger une candidature et un projet de gauche portant cet espoir, et de bousculer les scénarios prévus à l'Élysée ou au siège du FMI. C'est à cet objectif que travaillent les forces du Front de gauche.

Ne faut-il pas pour cela accélérer la construction du projet partagé et la désignation du candidat du Front de gauche ?

Pierre Laurent. Le temps est venu de faire grandir et émerger dans le pays un projet de gauche dans lequel se reconnaissent la grande majorité des participants aux mobilisations sociales sur les retraites. Nous ne répondrons pas aux attentes en nous contentant de désigner un nom, il faut que ce projet se formalise et rassemble celles et ceux qui se reconnaissent dans des objectifs sociaux audacieux. Sinon, la démarche du Front de gauche sera marginalisée par la compétition présidentielle.

Entretien réalisé par Sébastien Crépel et publié dans l'Humanité du 16 novembre 2010

A TÉLÉCHARGER :

Le tract : « L'arnaque » : http://www.pcf.fr/spip.php?article5201



Pour un programme populaire partagé

Les rencontres nationales du projet



Les 26, 27 et 28 novembre, le Parti communistes français tiendra une première réunion sur la construction d'un programme populaire et partagé.

Cette rencontre vise à la mise en mouvement d'une construction partagée entre citoyens, responsables et élus politiques, intellectuels et acteurs sociaux. Une construction autour d'un projet qui réponde aux problèmes d'aujourd'hui.

Cette rencontre aura lieu à l'Espace Oscar Niemeyer 2 , place du Colonel-Fabien 75019 Paris - M° Colonel-Fabien (voir invitation), mais aussi partout en France grâce à des réunions décentralisées.

Ces réunions pourront s'organiser autour de la retransmission vidéo en direct de la rencontre nationale. Les groupes, organisations politiques locales, ou même simples citoyens pourront réagir en direct aux contenus de la rencontre, et interagir entre-eux.

Un traitement synthétique des réflexions sera présenté. Un groupe de « contributeurs » pourra écrire une synthèse en temps réel et partagée – « wiki temps réel » - (pour s'incrire, écrire à lesrencontresduprojet@pcf.fr ou remplissez le formulaire suivant).

Un rendez-vous quotidien sous la forme d'un petit journal vidéo permettra de saisir l'ambiance et l'avancement des travaux de manière concise.

Changer la politique, c'est aussi changer la façon de faire de la politique. Le Parti communiste français s'inscrit naturellement dans l'utilisation des outils actuels pour rendre possible une alternative aux logiques actuelles.

Synthèse du débat du Conseil national sur le projet partagé

Intervenants :

- Gérard Aschieri, président de l'Institut de recherche de la FSU
- Jean-Pierre Dubois, président de la LDH
- Maryse Dumas, syndicaliste CGT
- Mireille Flageul, militante associative
- Evelyne Sire-Marin, magistrate
- Serge Tarassioux, maire communiste de Pierre-Bénite (Rhône)

La présence de nos invités lors de cette séance a permis au Conseil national d'avoir un échange important sur le projet partagé que nous voulons co-élaborer. Vous trouverez, dans cette synthèse de la discussion, les éléments principaux de cet échange.

Jean-Pierre Dubois a insisté sur le fait que la construction d'un projet de transformation sociale impliquait, notamment, de combattre deux idées : celle qu'il n'y aurait pas d'autre politique possible que les politiques néolibérales à l'oeuvre depuis plusieurs décennies ; et celle qu'il n'y aurait pas de société réelle possible, mais seulement des individus qui interagissent entre eux, en concurrence généralisée et sans possibilité de construction collective.

La discussion a mis en lumière plusieurs axes déterminants pour la construction d'un projet partagé, nous en retiendrons cinq.

Les droits sociaux, quand huit millions de personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté et alors que la société française est manifestement marquée par une double ghettoïsation : celle entretenue consciemment par la classe dominante pour maintenir une séparation des dominés ; et celle développée par les dominés eux-mêmes - repli professionnel, familial, communautaire... -

Le travail, quand celui-ci aliène et constitue une souffrance quotidienne pour des millions de salariés et alors que l'explosion du chômage conduit des millions d'autres à perdre tout lien construit et durable au travail.

Les services publics, parce que la redistribution à travers eux est plus importante encore que la redistribution financière, comme l'indiquait une récente étude de l'Insee (l'enjeu de l'école, en particulier).

L'écologie, à une époque où personne ne peut plus ignorer qu'un défi mondial doit être relevé sous peine qu'il n'y ait plus aucun champ du possible - et à court terme - la financiarisation détruit en particulier tout ce qui est essentiel à l'humanité.

La démocratie et les libertés, alors que les institutions de la Ve République sont à bout de souffle et que les atteintes aux libertés et les discriminations sont devenues une constante des politiques des gouvernements capitalistes (l'enjeu des lieux du pouvoir politique et économique, en particulier).

Pour les intervenants, toutes ces questions doivent être posées en même temps pour penser un projet de transformation sociale et elles doivent l'être à partir des expériences - mobilisations sociales ou processus participatifs, par exemple - qui voient le jour. Cela signifie qu'il est déterminant pour la réussite de notre démarche de savoir travailler à partir de ce que dit la société française, de la façon dont elle le dit et du rapport des individus aux expériences dans lesquelles ils s'engagent.

Tous les intervenants ont, à partir de leur propre expérience, développé leur vision des voies à emprunter pour construire un projet partagé.

Jean-Pierre Dubois, a expliqué comment, à partir du rassemblement « Non à la politique du pilori » face à la politique xénophobe du gouvernement, avait été possible la construction d'un pacte pour les droits et la citoyenneté très largement partagé. Il a ainsi développé l'idée d'avancer « de pacte en pacte » en poussant à la multiplication d'initiatives protéiformes sur des questions aussi fondamentales que celle des droits et des libertés.

Maryse Dumas a illustré l'idée qu'elle se fait d'une construction partagée par le rapport indépendant et coopératif entre syndicats et partis de gauche dans le mouvement des retraites : les organisations syndicales, parce qu'elles n'ont pas bougé de la revendication de la retraite à 60 ans, ont selon elle non seulement permis le développement d'un mouvement très large, interprofessionnel et intergénérationnel, mais ont aussi créé les conditions d'un débat entre les forces politiques sur les moyens de rendre ce droit effectif. Ces dernières peuvent donc faire grandir le débat sur les conditions de la transformation sociale et contribuer à leur tour à développer le mouvement.

Mireille Flageul a retenu de son expérience professionnelle dans les quartiers populaires deux points particulièrement importants : la nécessité d'être en immersion totale dans la réalité des gens, c'est-à-dire de privilégier le partage des espaces dont ils se sont eux-mêmes dotés plutôt que la création d'espaces ex-nihilo, hors de toute réalité sociale ; la nécessité aussi de s'appuyer sur la multiplicité des petits voire très petits collectifs ou associations pour reconstruire un lien à la politique.

Evelyne Sire-Marin a, quant à elle, pointé l'idée qu'une série de mouvements d'une forme nouvelle ont vu le jour ces dernières années, des mouvements partiellement ou totalement victorieux, et qui méritent donc notre attention, comme les états généraux de la justice pénale. Des mouvements qui ont en commun que ce ne sont ni seulement des partis, ni seulement des syndicats ou des associations, mais des collectifs plus larges où les gens pouvaient se retrouver, agir, en partageant les mêmes objectifs sans pour autant adhérer au sens classique du terme.

Serge Tarassioux a affirmé pour sa part retenir des expériences qu'il a menées dans sa municipalité plusieurs règles utiles à la construction d'un projet partagé avec les citoyens : être très à l'écoute, être force de propositions,

travailler dans la durée et à égalité avec celles et ceux avec qui on construit, saisir des gestes et des idées de nos concitoyens dans ce qu'ils ont de subversif et interroger nos propres modes d'action et d'organisation.

En conclusion, **Pierre Laurent** est revenu sur l'importance de ce qui se joue dans les suites politiques du mouvement des retraites. Voici son intervention dans son intégralité :

« Je voudrais d'abord remercier les participants et dire combien j'ai trouvé passionnante cette rencontre. Si l'on sait faire fructifier ce que l'on s'est dit ce matin, ça peut être un petit événement parce que les questions soulevées ici sont les questions essentielles pour réussir le changement. On cherche tous, et au-delà de nous, la société française cherche, les moyens du changement. Avec des hauts comme le non au référendum de 2005 et, aussi, avec des bas comme l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République en 2007. Le mouvement des retraites est exceptionnel mais sa suite politique n'est pas écrite. On sait tous qu'il n'y a pas d'automatisme à ce que s'écrive une suite progressiste à un mouvement social de grande ampleur. Le dialogue que l'on a est donc essentiel et, ce qui est remarquable, c'est qu'on puisse l'avoir avec ces actrices et acteurs là et en tirer ensemble des idées opérationnelles pour progresser.

Je veux d'abord répondre à l'interrogation de Maryse : vise-t-on 2012 ou plus loin ? J'ai envie de te répondre les deux. La société française cherche un chemin de progrès, un progrès qui soit le progrès de toutes et tous à égalité. Cela dépasse donc la question de 2012. Mais la question de savoir si 2012 sera un obstacle supplémentaire ou l'ouverture vers une issue à ce problème n'est pas du tout un détail. Cela se joue dans la mise en mouvement de la société, dans notre capacité à contribuer à ce qu'elle arrive progressivement à formuler des objectifs, des objectifs dont elle peut ensuite faire un réel projet collectif. C'est la question qui nous est posée.

La société française a un énorme potentiel. Il suffit de regarder le mouvement des retraites pour voir que la capacité de résistance de notre peuple est remarquable. Il est par ailleurs en train de se passer des choses très importantes avec le caractère interprofessionnel et intergénérationnel du mouvement. Toute la société française est en mouvement. Mais, en même temps, les conditions pour que la réponse politique soit à la hauteur en 2012 ne sont pas réunies. Les conditions d'une défaite de Nicolas Sarkozy sont en train de se créer ; mais les conditions d'une réponse politique alternative - à la hauteur de ce qu'exprime la société française, je ne parle pas de réponses révolutionnaires, je parle simplement de ce que la société dit aujourd'hui - ne sont actuellement pas réunies. La seule solution pour y parvenir, c'est l'intervention populaire.

Un obstacle important à l'heure actuelle, est que ce décalage - entre ce qu'attendent les gens et la réponse que la politique peut leur apporter - est intégré par les gens. Ainsi, soit ils se retirent de la politique, soit ils la regardent avec méfiance, soit encore ils ont accepté de ne pouvoir apporter une réponse politique que par défaut. Cela joue terriblement sur la possibilité de leur investissement politique : le champ de l'espoir est réduit et ne leur permet pas de se projeter comme cela serait nécessaire pour contribuer au changement. Aussi, la question de savoir comment initier une réappropriation du débat politique, que les gens se disent que ça vaut la peine d'énoncer ensemble le projet politique parce que, peut-être, on pourra le mettre en oeuvre, c'est déterminant. Les institutions actuelles sont un obstacle supplémentaire puisque l'entrée dans ce problème, c'est l'élection présidentielle, une entrée qui peut être très étroite étant donnée qu'elle se traduit par la question de savoir lequel ou laquelle des personnalités candidates doit être élue.

La démarche que nous initions d'un projet partagé consiste à essayer d'aider la société à énoncer le projet auquel elle aspire et à le porter ensemble. En 2008, le PCF fait le choix d'initier une politique de fronts pour avancer dans ce sens-là. Cela s'est traduit par le Front de Gauche. Et aujourd'hui on doit passer à une nouvelle phase en faisant en sorte que des dizaines, des centaines de milliers de gens rentrent dans le débat, construisent des objectifs politiques et les portent ensemble, avant, pendant et après les élections.

Pour cela, je veux redire deux choses. Nous avons besoin d'identifier d'abord les questions essentielles : il faut discuter des contenus, non pas pour aligner toutes les revendications de la terre, mais pour identifier les leviers majeurs qui peuvent mettre en mouvement la société. Cette identification demande un travail d'écoute, de construction, pour être pertinent dans la formulation des contenus. Je pense par exemple à la question du travail, aujourd'hui remise sur le devant de la scène par la bataille des retraites. Si un certain nombre de gens pensent que l'on est passé à côté de cette question, on peut se raconter tout ce qu'on veut, mais c'est bien qu'on est passé à côté de cette question.

On a besoin de discuter des formes d'association des gens. A qui voulons-nous nous adresser ? Là aussi, faire que ceux qui rentrent dans le débat sont ceux qui nous intéressent – syndicalistes, associatifs, élus, habitants d'un quartier, usagers d'un service public - est un travail en soi. Combien de collectifs unitaires passent à côté de l'essentiel des gens que l'on veut mettre en débat ? Il ne suffit pas de réunir quinze organisations dans une salle pour trouver la solution à un problème, c'est parfois même la façon d'être sûr de ne pas la trouver. Il faut mener un travail spéci-

fique de travail et d'écoute avec les gens. Ensuite il faut construire avec eux les espaces - et il n'y a probablement pas de forme unique d'initiatives - dans lesquelles on va se retrouver pour co-élaborer à égalité d'écoute, de travail, comme le disait Serge.

Je termine sur la question du débat politique à gauche. Comment mener, faire progresser ce débat là, en donnant le sentiment que nous créons, non pas des objets de division, mais une dynamique gagnante pour les gens ? Les gens vont se poser de plus en plus le problème de gagner et le besoin de rassemblement est donc essentiel. Nous devons savoir manier la dialectique entre contenus, clarification des objectifs et rassemblement. Je pense que notre démarche a un vrai potentiel : si on sait écouter et inventer en marchant, car ce que nous essayons de construire l'exige, nous pouvons construire une dynamique politique qui pèsera beaucoup dans le débat politique des prochains mois. »

Forum du programme partagé

Le Front de Gauche a décidé de construire, avec les acteurs sociaux et les citoyens, un « programme partagé » qu'il veut porter dans les élections de 2012. Il le fait, dans toute la France, notamment autour de 10 thèmes. La première des 10 initiatives nationales se tiendra le 2 décembre sur les retraites. Les dirigeants du Front de Gauche y dialogueront particulièrement, avec : Christiane Marty, Marie-José Del Volgo et Henri Serdyniak, sur des questions précises qui fondent une alternative sur les retraites, l'égalité homme/femme, les questions de financement et de financiarisation, l'enjeu de société du temps de la retraite...

19h00 : présentation du projet de loi alternatif sur les retraites par Roland Muzeau et Martine Billard, député-e-s

19h30 : dialogue croisé avec : Marie-José Del Volgo, Maître de conférence de l'université d'Aix-Marseille, « Appel des appels », Pierre Laurent (PCF), Christiane Marty, Membre du conseil scientifique d'ATTAC, Jean-Luc-Mélenchon (PG), Christian Picquet (GU) et Henri Serdyniak économiste.

20h30 : une heure de débat avec la salle

OÙ ET QUAND ?

Maison de la Chimie, jeudi 2 décembre 2010, 28 rue Saint-Dominique, Paris 7ème

Prochain Forum

Jeudi 9 décembre : « 6 heures pour une Vième République »

COMMUNICATION

Communiqués de presse

- Sénatoriales : Rien n'est réglé à gauche
- Budget 2011 : Le coup de force continue
- Scandale du Médiator : les liens entre le pouvoir et les trusts pharmaceutiques existent
- Karachi : une affaire de corruption au plus au niveau de l'État
- Nicolas Sarkozy ne gouverne que pour lui même
- Petites phrases et lieux communs : ce soir, la parole présidentielle était réduite à néant

Aide à la communication

Une véritable alternative

« Des hommes poussaient, une armée noire, vengeresse, qui germait lentement dans les sillons, grandissant pour les récoltes du siècle futur, et dont la germination allait faire bientôt éclater la terre. » Zola. Germinal. Nous sommes dans le siècle futur. Le mouvement en cours porte des germinations historiques. La période que nous vivons pèse

déjà et pèsera encore plus sur le cours social et politique. Il fallait voir ces hommes et ces femmes, le 6 novembre, partout en France, jusque dans les villes moyennes, au plus profond du pays, sous la pluie battante, parfois. Tous ces manifestants n'étaient pas plus abattus que muets, tout aussi déterminés à exprimer leur refus d'une réforme injuste. Fin de partie, rêvent ceux qui, dans leurs doctes sentences, oublient les victoires à la Pyrrhus.

Hier, dans les rues des villes, battait le cœur de ce qui est en germination, cet automne. Un slogan apparu au mois de juin est devenu le leitmotiv des mobilisations : « Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère : de cette société-là, on n'en veut pas. » Quand un peuple ravive la flamme de l'égalité, de la fraternité, de la solidarité, de la défense de sa République aussi. Quand ce peuple exprime fortement son aspiration à vivre mieux, ensemble, jeunes et vieux. Quand il refuse une société éclatée pour mieux préserver les privilèges de la fortune… le pouvoir ne peut se sentir quitte. Le chef de l'État ressort son couplet sur les « assistés », opposés aux « vrais » travailleurs. Avant juin 2007, ces propos de division ont su entraîner une adhésion. Aujourd'hui, il est des millions de personnes qui constatent que les premiers « assistés », dans la France de Nicolas Sarkozy, sont avant tout les bénéficiaires du bouclier fiscal, les privilégiés de la fortune, sans oublier les banques et les groupes du CAC 40. Ces derniers ont été renfloués à un point tel que tous les milliards d'argent public qu'ils ont encaissés contribuent pour 80 % à un déficit qu'on entend faire payer, encore une fois, aux victimes d'une crise provoquée par le critère de la rentabilité financière. Et ce même pouvoir, à peine votée à marche forcée la mise à mort de la retraite à 60 ans, entend pousser les feux d'un système « par points », dont même le Comité d'orientation des retraites affirme qu'il ferait baisser les pensions de 20 % !

Cet avenir de régression est désormais perçu comme tel par des millions d'hommes et de femmes. Dans les entreprises, où se créent les richesses et où se gâche le fruit du travail, beaucoup ont trouvé, depuis six mois, de quoi avoir une confiance retrouvée dans l'action collective. Salaires, emploi, investissement productif… et retraites ! Ceux qui rêvent d'une « parenthèse » sociale jusqu'en 2012 en seront pour leurs frais. En revanche, cette aspiration à vivre mieux, ensemble, cette espérance qui attend des actes pour se vivifier, offre un tout autre espace à gauche que celui qui existe depuis mai 2002. La propagation de l'idée d'un autre financement possible de la protection sociale, d'une utilité à réaffirmer des services publics démolis – école, hôpital, La Poste… – offre autant d'espaces à un débat exigeant, mené avec le plus grand nombre, sur les conditions du progrès social et du progrès tout court, pour qu'elle se transforme en véritable alternative.

Guerre des monnaies : le dollar attaque

La banque centrale des États-Unis vient de commettre un nouvel « attentat » monétaire qui va aiguiser la guerre des monnaies.

La Fed vient en effet de lancer un nouveau cycle d'achats de titres de la dette de l'État à hauteur de 600 milliards de dollars. Elle récidive ainsi après une première opération engagée fin 2008. Pour une bonne part, elle compte régler ces titres en créant ex nihilo de la monnaie, c'est-à-dire en faisant tourner ce que l'on appelle la « planche à billets ». La Fed annonce ainsi qu'elle compte inonder de dollars les États-Unis et le monde, utilisant à cette fin sa possibilité sans équivalent de création monétaire.

Le billet vert est en effet la seule monnaie universelle, il est le pivot du système monétaire international. N'étant plus indexé sur l'or depuis 1971, cela permet à l'administration américaine, quand elle en a besoin, de fabriquer des dollars en veux-tu en voilà. L'une des limites est cependant dans la disponibilité du reste du monde à accepter cette monnaie en partie de singe. Remettre en question ce privilège, ce n'est pas facile, c'est menacer toute la construction monétaire, financière, commerciale mondiale alors que le concert des peuples n'a pas encore créé d'alternative à cette domination. On y réfléchit donc à deux fois, même si cela fait très mal.

Mais derrière cette politique américaine, il y a au mieux une illusion, la croyance en tout cas que pour faire reculer un taux de chômage qui a atteint aux États-Unis un niveau sans précédent, pour relancer la machine à créer des emplois, pour rééquilibrer un marché immobilier vacillant, il faut restaurer la rentabilité des grands groupes et des banques du pays, condition prétendument d'une reprise de l'investissement. Il y a aussi l'idée que cette injection de dollars va favoriser la baisse de son cours, mettre le feu à l'euro, aider les capitaux US à la recherche de gains faciles et spéculatifs à se rabattre vers les pays émergents et leur croissance à deux chiffres, et réaffirmer ainsi le rôle prééminent des multinationales étoilées sur la scène internationale. Voilà pourquoi il faudrait donc faire fonctionner la planche à billets, tout simplement pour relancer la planche à profits pour les groupes et celle à pain pour l'emploi.

Cela reste cependant une illusion. Les disponibilités déjà accordées aux grandes entreprises et aux banques ont été en priorité utilisées pour relancer la spéculation et la productivité apparente du travail, c'est-à-dire la capacité à

produire autant avec moins de monde. Cela explique qu'en dépit de la politique très favorable de la Fed, le chômage ne baisse pas. Par ailleurs, en permettant une forte expansion des titres de dette publique, la Fed accroît les risques d'un formidable krach obligataire. Et cela, c'est du sérieux.

Seniors : génération sacrifiée

Campagne de communication et plans gouvernementaux se succèdent pour enrayer la tendance française à écarter les salariés de l'emploi à partir de cinquante ans.

En vain. Les plans de suppressions d'emplois continuent de toucher en priorité cette classe d'âge. Le chômage des seniors explose. « Le report de l'âge légal de départ à la retraite permettra d'augmenter le taux d'activité des seniors. » Le ministre du Travail, Éric Woerth, n'a cessé de marteler cet argument durant le débat sur la réforme des retraites.

Parlons-en, justement, de l'emploi des seniors… ou plutôt du chômage des seniors. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. En un an, le chômage des quinquas a progressé de 16,3 %, atteignant 6,6 % au premier trimestre 2010. Et début 2008, il n'était que de 4,9 %. Un chiffre d'autant plus préoccupant que les seniors sont plus exposés au chômage de longue durée. Pourquoi les travailleurs de cette classe d'âge deviennent-ils inemployables ? Usure due aux conditions de travail, formations inadaptées ? Le fond du problème est autrement plus terre à terre : dans notre société, le chômage des « vieux » est simplement plus acceptable. « Cela tient à l'existence à ces âges (plus de cinquante-cinq ans) de conditions d'indemnisation du chômage qui permettent d'attendre l'âge de la retraite du taux plein en situation d'inactivité », expose Jean-Olivier Hairault, professeur d'économie à l'université Paris-I. Les chiffres concordent avec ce raisonnement : cinquante-huit ans, c'est l'âge médian de sortie d'activité en France. Et 40 % des personnes qui font valoir leur droit à la retraite ne sont déjà plus en activité. « L'âge est devenu un critère légal pour dispenser les seniors d'emploi, analyse la sociologue Anne-Marie Guillemard, spécialiste de l'emploi des seniors. Les politiques RH des entreprises se sont calquées sur des dispositifs politiques de segmentation par l'âge, appliquant le système des préretraites comme la panacée. Le résultat a été un jugement négatif, qui a accru la vulnérabilité des plus âgés face à l'emploi. De plus, les seniors sont considérés comme non reclassables, et les entreprises hésitent à les former, à les promouvoir, bien souvent dès quarante-cinq ans. Leur seule issue est alors la marche vers la sortie, laquelle commence de plus en plus tôt. Dès quarante-cinq ans, vous êtes un demi-vieux car les signaux négatifs se font déjà sentir. »

Et les choses ne vont pas en s'améliorant. Avec la suppression des préretraites (loi Fillon) et l'abaissement à quarante-cinq ans de l'âge de protection dans l'emploi, liée à l'amendement Delalande, les entreprises contournent la loi, par des licenciements pour faute professionnelle grave, par des congés de maladie longue durée ou encore par des ruptures conventionnelles. Ce mode de séparation « à l'amiable » entre salarié et employeur a d'ailleurs connu une montée en charge spectaculaire en deux ans, avec 400 000 ruptures conclues. Une procédure largement utilisée par les entreprises pour alléger leurs effectifs de seniors, dans un cas sur cinq, reconnaît le gouvernement. IBM illustre cette dérive : douze ruptures conventionnelles y ont été invalidées par l'administration fin 2009 au motif que ce dispositif ne peut contourner un plan social. La CFDT avait reproché au groupe informatique de cibler les salariés « aux environs de la soixantaine, qui bénéficieront du chômage jusqu'à l'âge de la retraite ». Chez Lejaby (lingerie), dans le Rhône, six des dix ruptures conventionnelles en 2009 ont ainsi touché des personnes de plus de cinquante ans, dont des « ouvrières à bout de souffle », indique Nicole Mendez, déléguée CFDT. « On voit d'entrée de jeu que le gouvernement tient un double discours », renchérit Maurad Rabhi, secrétaire confédéral de la CGT en charge de l'emploi et du chômage : « On nous dit, d'un côté, qu'il y a un problème autour de l'emploi des seniors mais, dans le même temps, on crée toutes les conditions pour sortir les plus de cinquante ans de l'emploi. »

Plan senior, CDD senior… Depuis cinq ans, le gouvernement multiplie les annonces, mais sans amélioration notable. Et rien ne dit que le dernier dispositif du gouvernement qui, depuis le 1er janvier 2010, exige des entreprises de plus de 50 salariés qu'elles soient couvertes par un accord ou un plan d'action « en faveur de l'emploi des salariés âgés » ait les résultats escomptés. Si des pénalités financières existent pour les entreprises sans accord, rien n'est prévu ensuite pour sanctionner l'éventuelle absence de mise en œuvre des mesures. Ce sera aux syndicats de saisir les tribunaux pour les faire appliquer. Numéro 2 de la CFDT, Marcel Grignard se dit « sceptique », craignant que les textes négociés « ne soient pas déclinés sur le terrain ». « Les entreprises font des accords de forme parce que la loi les y oblige et qu'ils leur évitent de payer une taxe. Mais rien n'est réglé sur le fond », dénonce Maurad Rabhi. Le cas de Lejaby, où un plan senior a été mis en place, est à ce titre exemplaire : « Ça a été une petite avancée, car les salariés de cinquante-neuf ans et plus ont vu leur temps de travail réduit de trente-cinq à trente heures. Mais ce qui a été gagné d'un côté a été repris de l'autre, avec le plan social. De plus, l'accord n'a été élaboré que pour une catégorie de salariés, les ouvriers. C'est clair : il a été conçu pour vider les ateliers de production », rapporte Nicole Mendez. « Le grand progrès, selon Dominique Dilly, chargé de mission à l'Aract (Agence régionale pour l'amélioration des conditions de travail) du Nord-Pas-de-Calais, c'est que la question de l'emploi

des seniors est posée dans toutes les entreprises de plus de cinquante salariés. » Mais le risque est grand que les entreprises « misent sur des actions peu coûteuses et à faible enjeu. Pour que l'entreprise s'engage, il faut que ça interpelle la performance, l'enjeu social est secondaire », analyse-t-il, lucide. Comme le souligne Anne-Marie Guillemard, spécialiste de l'emploi des seniors, la réforme actuelle des retraites risque de déboucher sur « l'extension d'une période de précarité en fin de vie active », au lieu d'aboutir à un allongement de la durée de la vie au travail.

Secours catholique : la pauvreté s'installe

Chômeurs, étrangers sans ressources, mais aussi salariés : près d'1,5 million de personnes ont eu recours à l'aide du Secours catholique en 2009, un nombre en augmentation compte tenu de la crise économique.

Le rapport annuel de l'association relève un point commun à toutes ces personnes : l'extrême faiblesse de leurs ressources, insuffisantes pour faire face aux dépenses courantes, encore plus aux dépenses imprévues. « Toutes ces personnes en difficultés ne sont pas de mauvais gestionnaires », souligne le Secours catholique : c'est « l'insuffisance de leurs ressources, absolument criante », qui est en cause. « On est proche du scandale de laisser autant de gens avec si peu ».

En 2009, pour la seconde année consécutive, le nombre de personnes accueillies par les 63 000 bénévoles du Secours catholique a progressé et atteint 1,48 million, soit 80 000 personnes de plus qu'en 2008. Le nombre de « situations de pauvreté », parmi les ménages rencontrés, a progressé de 2,1%, à 637 200, en particulier dans les rangs des familles avec enfants, des moins de 40 ans et des personnes « inclues » dans la société, Français ou étrangers en règle. Cette hausse s'explique par une augmentation du nombre d'étrangers, avec ou sans-papiers, mais aussi, pour les Français actifs, par les effets de la crise économique : chômage et baisse du pouvoir d'achat.

Le nombre d'actifs employés ou en recherche d'emploi (62% du public, +2,5 points) « représente l'essentiel de la hausse », note le rapport. « Le travail pauvre ne recule pas, malgré la mise en place du revenu de solidarité active (RSA) en 2009 », précise-t-il. Chez les demandeurs d'emploi, l'ONG rencontre « un plus grand nombre de personnes pour qui aucune perspective d'amélioration de l'emploi ne se dessine alors que la mise en place du RSA devait rendre l'emploi plus attractif ».

Parallèlement, 7 même si les prix se sont stabilisés en 2009, l'augmentation des revenus n'a pas compensé les hausses de prix intervenues précédemment ». En décortiquant les budgets de 1 163 ménages vivant non pas dans la grande exclusion, mais dans une « pauvreté ordinaire », le Secours catholique évalue le revenu mensuel médian à 759 euros hors aides au logement. Les dépenses incompressibles : loyers, énergie, eau, mutuelles et assurances, impôts, transports, scolarité, représentent 515 euros, soit 68% du budget, les dépenses de la vie courante (alimentation et habillement) 265 euros. À la fin du mois les comptes sont déjà dans le rouge (-21 euros). Il reste encore à financer, souvent par le crédit, les dépenses imprévues (pannes, problème de santé) et les dépenses « souples » (entretien du logement, du véhicule, loisirs), que l'on peut retarder. Le solde plonge alors à -141 euros. « Beaucoup de ces ménages sont dans des situations de surendettement. Ensuite, c'est l'accumulation et un cercle vicieux duquel ils ne peuvent jamais sortir complètement ». Une situation particulièrement complexe en milieu rural, « où l'absence de transports publics complique encore la tâche des actifs ».

A partir de ce constat, le Secours catholique dresse une liste de propositions : « créer un environnement plus porteur » pour les actifs, avec davantage de places en crèche et de transports en milieu rural, mais aussi relever les minima sociaux et revaloriser les aides publiques au logement, favoriser les contrats à temps plein et la formation.